

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **22259 C**

Inscrit le 6 décembre 2006

Audience publique du 13 février 2007

**Appel interjeté par
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg contre un jugement rendu par
le tribunal administratif dans une affaire ayant opposé
M. XXX XXX, XXX et consorts
à différentes « décisions du bureau d'imposition sociétés 3 »
en matière d'établissement des revenus d'entreprises collectives
- jugement entrepris du 23 octobre 2006, n° 19925 du rôle -**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 22259C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 6 décembre 2006 par M. le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN, agissant en nom et pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré par le ministre des Finances en date du 5 décembre 2006, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 23 octobre 2006 dans une affaire ayant opposé M. XXX XXX, demeurant à L-XXX, M. XXX XXX, demeurant à L-XXX, M. XXX XXX, demeurant à L-XXX, M. XXX XXX, demeurant à L-XXX, Mme XXX XXX, veuve XXX XXX, demeurant à L-XXX, Mme XXX XXX, épouse XXX, demeurant à F-XXX et M. XXX XXX, demeurant à L-XXX, ci-après dénommés « M. XXX et consorts », à 1. la décision de refus implicite se dégageant du silence gardé pendant plus de 6 mois à la suite d'une réclamation présentée en date du 17 août 2004 devant le directeur de l'administration des Contributions directes et portant sur les bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de la société en commandite simple XXX XXX S.A. et CIE, pour les années d'imposition 1999, 2000 et 2001 datés respectivement du 24 juin 2004 ; 2. les trois bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés précités et 3. l'avis du bureau d'imposition Sociétés 3 de l'administration des Contributions directes du 1^{er} mars 2004 émis en application du paragraphe 205 AO ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 5 janvier 2007 par Maître Jean-Luc SCHAUS, avocat à la Cour, au nom des consorts XXX ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et M. le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN, ainsi que Maître Jean-Luc SCHAUS en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 6 février 2007.

Par jugement rendu le 23 octobre 2006, le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement, dans le cadre d'un recours introduit par MM. XXX XXX, XXX XXX, XXX XXX, XXX XXX, Mmes XXX XXX, veuve XXX XXX, XXX XXX, épouse XXX, et M. XXX XXX, ci-après dénommés « M. XXX et consorts », tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de 1) la décision de refus implicite se dégageant du silence gardé pendant plus de 6 mois à la suite d'une réclamation présentée en date du 17 août 2004 devant le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », et portant sur les bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de la société en commandite simple XXX XXX S.A. et CIE, pour les années d'imposition 1999, 2000 et 2001 datés respectivement du 24 juin 2004 ; 2) les trois bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés précités et 3) l'avis du bureau d'imposition Sociétés 3 de l'administration des Contributions directes du 1^{er} mars 2004 émis en application du paragraphe 205 AO, déclara le recours irrecevable pour autant que dirigé contre les première et deuxième « décisions » visées, à savoir la décision implicite de refus du directeur et l'avis déféré du bureau d'imposition Sociétés 3 du 1^{er} mars 2004 ; reçut le recours en réformation pour le surplus en la forme, le déclara justifié et, par réformation, « dit que la limitation des pertes des associés commanditaires de la société FBS à leur mise opérée par le bureau d'imposition sociétés 3 dans le cadre de l'établissement des trois bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés litigieux relatifs aux années respectives 1999, 2000 et 2001 est à supprimer » et renvoya le dossier devant le directeur aux fins de transmission pour exécution au bureau d'imposition compétent, le tout avec condamnation de l'Etat aux frais, ainsi qu'au paiement à chacun des demandeurs d'une indemnité de procédure de l'ordre de 500.- €

Le 6 décembre 2006, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son ministre des Finances, agissant par l'intermédiaire de M. le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN, a fait déposer une requête d'appel par laquelle est sollicitée la réformation partielle du premier jugement.

Le jugement est entrepris en ce que les premiers juges ont réformé les bulletins d'établissement à l'égard des associés commanditaires, sans statuer à l'égard de l'associé commandité ; en ce qu'ils ont réformé les bulletins d'établissement de revenus et supprimé la limitation des pertes des associés commanditaires à leur mise, sans examiner ni, en général, à quelles conditions l'imputation aux commanditaires de pertes au-delà de leurs mises était compatible avec l'article 15 de la loi sur les sociétés commerciales, ni, en particulier, si dans les circonstances

de l'espèce, il n'y avait pas lieu d'appliquer le paragraphe 6 StAnpG et en ce qu'ils ont condamné l'Etat à payer à chacun des demandeurs une indemnité de procédure, alors que, d'une part, des différents recours introduits seul le recours en réformation contre les bulletins a été reconnu recevable et n'a encore été accueilli que sur l'un des moyens produits et que, d'autre part, la voie de la réclamation n'a pas pour but d'informer le contribuable sur sa « *situation administrative* », mais d'assurer par un réexamen intégral, sans égard aux conclusions et même par réformation *in pejus*, la légalité de l'impôt mis à charge du contribuable.

M. XXX et consorts, à travers un mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 5 janvier 2007, soulèvent en premier lieu l'irrecevabilité de l'appel pour non-respect du délai pour agir. Ils demandent encore à la Cour de vérifier si l'acte d'appel a été signifié à chacune des parties intimées et, si tel ne devait pas avoir été le cas dans le délai légalement imparti à cette fin, de déclarer l'appel caduc.

En ordre subsidiaire et au fond, ils réitèrent l'ensemble de leurs moyens et arguments développés au cours de la première instance et ils concluent au rejet de l'appel et à la confirmation pure et simple du jugement entrepris.

Le délégué du gouvernement n'a plus pris position, notamment en ce qui concerne le moyen préalable d'irrecevabilité de l'appel.

Le jugement entrepris en cause a été prononcé par le tribunal administratif le 23 octobre 2006.

Il appert à la lecture de la requête d'appel, que la notification du jugement *a quo* au ministre des Finances a été opérée le 25 octobre 2006, cet état des choses étant par ailleurs confirmé par l'avis de réception du service des postes qui renseigne que la notification a effectivement été effectuée le surlendemain du prononcé du jugement.

En application de l'article 38 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, applicable à défaut d'une disposition particulière fixant un autre délai pour la matière spécifique, le délai pour interjeter appel contre le jugement du tribunal administratif visé du 23 octobre 2006 est, sous peine de forclusion, fixé à 40 jours.

Le délai de 40 jours court pour toutes les parties du jour où le jugement leur a été notifié par les soins du greffe de la juridiction de première instance, étant précisé qu'en vertu du droit commun sur la computation des délais, en présence d'un délai exprimé en jours, le délai est calculé de jour à jour ; le *dies a quo* (en l'occurrence le jour de la notification qui fait courir le délai) est exclu du délai, c'est-à-dire qu'il ne compte pas, tandis que le *dies ad quem* (le jour de l'échéance) est compris dans le délai, c'est-à-dire qu'il doit être compté.

Au regard des règles sus-énoncées relativement à la computation du délai d'appel, impliquant l'addition des 40 jours au quantième du jour de la notification du jugement entrepris (le 25 octobre 2006), l'acte d'appel de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg aurait dû être introduit au plus tard le lundi, 4 décembre 2006 et l'acte d'appel introduit seulement en date du mercredi, 6 décembre 2006 - le mandat ministériel afférent datant quant à lui de la veille, 5 décembre 2006 - est partant à déclarer irrecevable pour dépôt tardif.

Par ces motifs,

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel du 6 décembre 2006 irrecevable ;

condamne l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi jugé par :

Marion Lanners, présidente,
Francis Delaporte, premier conseiller,
Henri Campill, conseiller rapporteur,

et lu par la présidente Marion Lanners en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier en chef de la Cour Erny May.

le greffier en chef

la présidente